

GROUPE DE RECHERCHE SUR LES INSTITUTIONS ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX (GRIMS)

PROGRAMMATION 2008-2009

La série de séminaires de l'année en cours a pour objectif de poursuivre l'approfondissement de l'action collective autour des controverses sociales, culturelles et environnementales que nous avons commencé à examiner il y a de cela maintenant trois ans. Cette année les séances sont publiques. Elles ont lieu au département de sociologie de l'Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant,

Automne 2008

26 septembre 2008 - Pierre Hamel, département de sociologie, Université de Montréal

«Débat public, démocratie délibérative et mouvements sociaux»

Le thème de la démocratie délibérative a connu un engouement certain depuis le milieu des années 1990. La perspective qu'elle propose entre modèle libéral et modèle républicain n'a toutefois pas fait consensus. De surcroît, peu de travaux jusqu'à maintenant ont considéré les implications de la démocratie délibérative pour les acteurs collectifs ou les mouvements sociaux. Certains soutiennent même que la délibération misant au départ sur l'inclusion sociale serait difficile à concilier avec les mouvements sociaux qui doivent recourir à la contrainte afin d'être reconnus à titre d'acteurs légitimes. Ce séminaire propose une réflexion sur l'ambivalence de l'action collective et des mouvements sociaux à l'égard de la démocratie délibérative et des mécanismes institutionnels qui en découlent.

31 octobre 2008 - Fuyuki Kurasawa, département de sociologie, York University

«Une solidarité sans frontières? Réflexions sur l'œuvre politique du mouvement altermondialiste»

Cette présentation vise à démontrer que le cosmopolitisme devrait être perçu comme un mode de pratique socio-politique transnational, fondé sur la création de liens de responsabilité—et donc de réciprocité— universels entre membres de la société civile mondiale à travers le discours public et les luttes sociales. Une telle perspective 'd'en-bas' nous permet de repenser certaines suppositions théoriques ancrées dans la notion de solidarité mondiale, notamment par rapport à l'inévitabilité de l'homogénéisation culturelle, de la fragmentation politique, ainsi que l'affaiblissement de liens sociaux entre de tels acteurs. L'argument général sera illustré à partir d'une conception centrée sur le travail politique effectué par le mouvement altermondialiste.

28 novembre 2008- Barbara Thériault, département de sociologie, Université de Montréal

«Passeurs de frontière II: figures historiques et questions méthodologiques»

Pouvons-nous comparer un policier berlinois qui nous est contemporain à un libéral juif de la République de Weimar? Est-il avisé d'étudier le pluralisme confessionnel à la Renaissance pour comprendre la diversité religieuse aujourd'hui? En introduisant "l'histoire croisée", une approche comparative qui interroge des temporalités, des espaces et des objets décalés, nous proposons de discuter dans le cadre du séminaire du GRIMS des questions méthodologiques qu'une telle approche soulève et des opérations de cadrage qu'elle met en œuvre pour saisir des figures du passeur de frontières, entendues comme courroies de transmission entre minorité et majorité. Au-delà du cadre général d'une problématique axée sur la question de la diversité, c'est principalement le cas précis de la figure du passeur qu'est l'inspecteur Bobowski qui permettra d'illustrer les enjeux mis ici à l'examen.

16 janvier 2009 - Marcos Ancelovici, département de sociologie, McGill University

«Les campagnes antisweatshop et la structure des opportunités industrielles»

Selon l'approche du processus politique et des dynamiques de la contestation, les mouvements sociaux se construisent et se développent sur la base de leur rapport à l'État. Mais comment expliquer l'émergence et la dynamique des mobilisations lorsqu'elles prennent pour cible non pas l'État mais des acteurs privés comme les entreprises? Ce séminaire propose d'aborder cette question en évaluant la possibilité de redéfinir la notion de structure des opportunités politiques, qui est au cœur de l'approche du processus politique, à partir du concept de champ élaboré par Pierre Bourdieu. Nous illustrerons les bénéfices potentiels de cette redéfinition en nous penchant sur les campagnes antisweatshop des années 1990 et 2000.

30 janvier 2009 - Stéphanie Rousseau, département de sociologie, Université Laval

«L'intersectionnalité dans l'étude des mouvements sociaux: Genre et ethnicité en Bolivie»

Selon le paradigme de l'intersectionnalité, le sujet politique du féminisme est nécessairement pluriel et traversé par divers rapports de pouvoir historiquement incarnés (genre, sexualité, race, ethnicité, classe, etc). À la lumière de ce paradigme, comment penser le processus de formation/transformation des frontières de mouvements féministes constitués dans des lieux concrets? Quelles sont les limites à la construction de la solidarité entre les femmes? Les différents mouvements de femmes peuvent-ils dépasser les contradictions émergeant de leurs conceptions divergentes du genre et de leurs projets parfois opposés de transformation sociale? L'analyse du cas de la Bolivie où l'interaction entre mouvements féministes et autochtones sera présentée, permettra de réfléchir sur les conditions et processus de formation/transformation des frontières identitaires des mouvements sociaux en

tenant compte des rapports entre les mouvements et du contexte structurel, politique et culturel de leur interaction.

27 février 2009 - Dorval Brunelle, département de sociologie, Université du Québec à Montréal (UQAM)

«La gouvernance: approches sociologiques et critiques»

L'idée générale de la présentation est d'étudier la transition vers un modèle dit "néolibéral" de développement en abordant la question dans sa dimension micro-économique ou gestionnaire. Il apparaît en effet que cet angle d'approche représente un passage obligé pour qui veut expliquer la transition intervenue au niveau global ou macro-économique.

27 mars 2009 - Louis Guay, département de sociologie, Université Laval

«L'environnementalité: la construction de l'expertise et de la citoyenneté dans la gouvernance environnementale»

La gouvernance en environnement et en aménagement des territoires est confrontée à un double défi. D'une part, elle cherche à intégrer la participation publique sur des enjeux scientifiques et techniques complexes et, d'autre part, elle tente de rendre l'expertise environnementale accessible aux participants afin de permettre une discussion qui dépasse les conflits d'intérêts. La citoyenneté écologique suppose-t-elle une expertisation de la participation publique? À l'inverse, quel est le rôle des experts dans les consultations publiques et dans les controverses publiques en environnement? En effet, de la critique du modèle technocratique de l'expertise aux interrogations sur l'application des principes régissant le modèle procédural de l'expertise, la réflexion sur la place de l'expertise dans la démocratie est au coeur des travaux établis en sociologie de l'expertise, notamment en matière d'environnement et d'aménagement. L'exposé sera centré sur ce rapport évolutif entre l'expertise, la démocratie et la décision publique.

24 avril 2009 - Jean-Guy Vaillancourt, département de sociologie, Université de Montréal

«Religion, paix, développement durable et environnement: des partenariats prometteurs ou des domaines irréconciliables?»

Mon enseignement, ainsi que mes recherches et publications, ont porté depuis le début des années 1970 sur la sociologie de la religion, de l'environnement et de la paix, ainsi que sur la sociologie des organisations, de la théorie sociologique et de la sociologie des mouvements sociaux. Mon approche théorique a privilégié les études de cas et les typologies. Dans le cadre du séminaire présenté au GRIMS, l'exposé tentera de faire un tour d'horizon de certaines de mes publications dans ces domaines, à partir d'une présentation plus ou moins ethnologique de certaines des typologies que j'ai développées pour aborder ces sujets, en insistant sur quelques publications récentes qui tentent de montrer la convergence possible entre eux dans la conjoncture actuelle.

29 mai- Présentations des étudiants

Geoffrey Carrere, département de sociologie, Université Laval o Sociologie des experts du risque routier: le cas du ministère des Transports du Québec (MTQ)

Le recours quasi systématique à l'expertise dans le cadre des politiques publiques, pose l'expert comme acteur incontournable à l'étude de l'action publique. Or, nous constatons, au sein de la littérature contemporaine, une relative absence de travaux scientifiques sur l'expert. Qu'est-ce qu'un expert? L'objectif de la présente communication sera de présenter les résultats d'une sociologie des experts réalisée au sein du Ministère des Transports du Québec, suite à la mise en place d'une triple méthodologie : observation quotidienne, réalisation d'entretiens semi-directifs, technique d'associations libres hiérarchisées dans le cadre d'une sociologie des représentations spatiales. Aussi, sur un plan cognitif sera dégagée, à travers les relations qu'ils tissent avec les différents acteurs de l'expertise et avec les outils professionnels utilisés, une typologie des savoirs. Par ailleurs, nous définirons le processus de construction des représentations spatiales de cette population et nous nous interrogerons sur l'influence de ces dernières dans les travaux de l'expertise.

Ariane Dalla Déa, département de sociologie, Université de Montréal o Participatory Budget: citizenship and participatory democracy in the city of Santo André, Brazil

This paper examines political participation through the process of participatory budgeting in the city of Santo André, Brazil. The city employs the participatory democracy model in order to involve the historically excluded population in the budgetary decision-making. I explore the repercussions of citizens' involvement in city government to change the outlook of low-income areas. I focus on gender, race, and class as a means to understand the role of citizens within the democratic process and how participatory budget expand citizen access and influence in transforming their environment. I discuss the meanings and interpretations of participatory democracy and citizenship through the political production to promote civic engagement.

I maintain that gender, economic status, and race affect the outcome of political participation. Through participant observation, I noted that the variables that produce positive outcomes (e.g. participation in the city's budgetary procedures) were shared identity and experiences. Traditionally, city policies' decisions in Brazil are top-down, while the participatory democracy approach gives voice to the population on the city's budget and procedures. This alternative democratic method is an attempt to break with old cultural patterns that promoted nepotism and clientelism. This concept suggests that changes proposed at the locations where shared aesthetics and experiences are the leading force produce an impact superior to any governmental installed program. Through the process of civic engagement, participatory democracy intends to dismantle a generalized mistrust of

government, shaped historically by paternalistic practices. This paper is part of larger analysis of the impact of culture, represented in symbolisms and meanings of theater in the participatory democracy process. It is an anthropological perspective to studies of new

experiments in democracy and citizenship, on government's attempt to produce new cultural patterns, and on modernity in Brazil.

*** Goergette Djé, département de sociologie, Université Laval**

o Gouvernance urbaine et gestion des déchets ménagers à Abidjan : cas des communes de Yopougon, Abobo et Cocody

Notre présentation porte sur la gestion des déchets ménagers dans la ville d'Abidjan, soumise à une forte croissance démographique. Face à l'urbanisation rapide, accompagnée de l'augmentation de la production des déchets, la ville est confrontée à de grands problèmes d'insalubrité. Les pouvoirs institutionnels, qui ont la charge de la gestion des déchets éprouvent de nombreuses difficultés et affichent des carences réelles dans l'organisation officielle. Pour combler le vide laissé dans le service par les pouvoirs institutionnels, émergent de nouveaux acteurs de la société civile qui s'impliquent davantage dans la gestion de déchets ménagers urbains. Les stratégies de ces nouveaux acteurs sont sanctionnées par une imagination créative et une ingénierie assez originale, propice à l'expérimentation de l'innovation sociale. Les dynamiques sociales à l'œuvre dans la gestion de l'environnement donnent lieu à la participation publique et à une certaine forme de gouvernance environnementale. Ils se développent, donc, deux groupes d'acteurs qui collaborent, l'un formel et l'autre informel. De ce fait, nous explorons un cadre théorique axé sur une nouvelle forme de gestion des déchets ménagers. Qui sont les acteurs? Que font-ils? Comment le font-ils, avec quels moyens et dans quelles conditions agissent-ils? En nous intéressant à ces questions, nous mettons, en avant, les acteurs en présence, leurs pratiques et leurs représentations sociales de l'environnement à partir de la défaillance des pouvoirs publics, traduite par un environnement fort dégradé.

Alex Perreault, département de sociologie, Université de Montréal

o Rationnalisation technique et diffusion musicale

Max Weber (1864-1920) fut témoin d'une innovation qui s'avéra majeure pour les développements subséquents de la musique en tant que bien de consommation, mais aussi en tant qu'art et en tant qu'artefact culturel : la reproduction acoustique. Celle-ci fut une condition même du développement d'une science comme l'ethnomusicologie, à la base même des travaux de Weber et de ses contemporains à partir desquels il puisait une partie de ses observations empiriques. Toutefois, cette innovation ne perdit en rien de sa pertinence pour la sociologie naissante après la mort de Weber. Elle permit la fabrication d'une toute nouvelle gamme d'appareils servant la reproduction de la musique, ainsi que la performance de la musique impensables.

Benjamin Perron, département de sociologie, Université Laval

o Entre aménagement forestier et gestion forestière : le cas de l'écosystémique

L'aménagement écosystémique en gestion forestière, recommandé par le rapport de la Commission Coulombe, s'inscrit dans un contexte de modernisation écologique où la protection de la biodiversité est au cœur des enjeux environnementaux. En ce sens, il s'avère intéressant d'observer son émergence dans l'évolution de la foresterie québécoise tout en identifiant les différentes perceptions qu'en ont les acteurs concernés. À cet

effet, une quinzaine d'acteurs provenant des différents mondes sociaux reliés à la foresterie (économique, scientifique, militant, autochtone, gouvernemental) ont été rencontrés lors d'entretiens semi-directifs. Deux courants de pensée ont pu y être observés. Le premier, d'ordre technoscientifique, renvoie aux acteurs qui s'intéressent principalement aux détails techniques et scientifiques du concept et qui placent ainsi l'environnement au premier plan des enjeux liés à la foresterie. Le deuxième, d'ordre social, renvoie à un outil parmi d'autres pour résorber la crise forestière actuelle, plus sur un même pied d'égalité que les enjeux sociaux et économiques.

Sandra Rodriguez, département de sociologie, Université de Montréal

o Le sens de l'engagement chez la génération de l'information (20-35 ans)

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a créé de nombreuses attentes quant aux possibilités de mieux répondre aux grands enjeux de nos sociétés. Or, alors que les connaissances se diffusent et que les problèmes se médiatisent, voilà que nous ne saurions plus comment « agir » ni auprès de quelles instances : les rapports sociaux s'individualisent, les repères institutionnels s'effritent et nombreux sont les constats d'une *crise* de l'engagement; particulièrement chez les jeunes. Toutefois, ce constat repose peut-être sur une définition trop réduite de l'engagement. Car si bien des statistiques soulignent la désaffection électorale des jeunes, le déclin de leur participation civique et leur désistement de mouvements sociaux usuels, on voit émerger en parallèle de nouvelles formes d'actions visant le changement social: les manifestations éclairs (*flash mobs*), l'intérêt envers le commerce équitable, la consommation responsable et les mouvements de contestation popularisés à travers *Facebook, Youtube, Twitter...* Paradoxalement, ce sont encore les jeunes de la « génération de l'information » (20-35 ans), qui participent en plus grand nombre à ces modes de participation. Comment comprendre ces attitudes contradictoires? Doit-on y voir la preuve d'un désengagement, ou une redéfinition potentielle de l'« agir en société »?